

Climat des affaires en France au dernier trimestre 2015 : un léger mieux

La dernière enquête mensuelle de conjoncture publiée par la Banque de France prévoit une croissance de 0,4 % de l'économie française au quatrième trimestre 2015. Cette prévision est en ligne avec les dernières estimations de conjoncture publiées par l'INSEE et avec le dernier consensus des économistes interrogés par Reuters. L'enquête fait apparaître une hausse d'un point du climat des affaires dans trois secteurs étudiés : 98 pour les services, qui se situe à son plus haut niveau depuis juillet 2011, 96 pour le bâtiment, et 99 pour l'industrie. Pour ce dernier secteur, les chefs d'entreprise interrogés ont fait état d'une accélération de la production le mois dernier, et même d'un rebond particulier observé dans l'automobile et la chimie. Dans les services, l'activité continue d'augmenter à un rythme soutenu. Quant au bâtiment, le secteur a vu son activité progresser très légèrement grâce au second œuvre. Les chefs d'entreprise du secteur indiquent que leurs carnets de commandes se garnissent un peu et attendent une activité un peu plus dynamique en novembre.

Pour consulter l'enquête complète :

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conjoncture-industrie-services-et-batiment.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,8 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,9 % enregistré en août 2015 et à celui de 11,5 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en septembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,4 % enregistré en août 2015 et à celui de 10,1 % de septembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en septembre 2015, 22,631 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,323 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 147 000 dans l'UE28 et de 131 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2014, le chômage a baissé de 1,832 million de personnes dans l'UE28 et de 1,194 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en septembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,8 %) à Malte (5,1 %) ainsi qu'au Royaume - Uni (5,3 % en juillet 2015), et les plus élevés en Grèce (25,0 % en juillet 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,0 % en octobre 2015, en hausse par rapport au mois de septembre où il était de - 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,5 %, comparé à 1,4 % septembre), suivis par les services (1,3 %, comparé à 1,2 % en septembre), les biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,3 % en septembre) et l'énergie (- 8,7 %, comparé à -8,9 % en septembre).

Banque de France

Publications

Rue de la Banque N° 13 : Comment la politique budgétaire affecte le niveau des prix : les enseignements d'un passé pas si lointain
Ces dix dernières années ont été marquées par une accumulation massive de dette publique dans un certain nombre de pays développés. Ce phénomène soulève des interrogations sur la soutenabilité des finances publiques et les risques de monétisation de la dette. À partir de l'exemple de la Grande-Bretagne durant les guerres napoléoniennes, l'auteur montre comment, dans des circonstances exceptionnelles, les anticipations relatives à la soutenabilité des finances publiques peuvent affecter le niveau des prix.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/Rue-de-la-Banque/RDB-13-FR.pdf

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1441 du 6 novembre 2015 relatif à la coopération régionale outre-mer

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444683&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1393 du 30 octobre 2015 portant publication de l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, signé à Luxembourg le 24 juin 2013 et à Bruxelles le 26 juin 2013.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031417869&categorieLien=id>

Décret n° 2015-1431 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités de transmission à la Banque de France de données relatives aux opérations d'assurance-crédit

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031444012&dateTexte=&categorieLien=id>

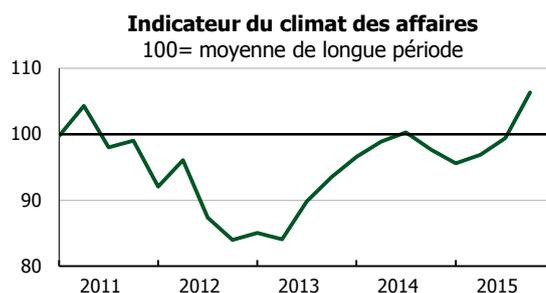
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'amélioration du climat des affaires s'intensifie au troisième trimestre 2015

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse sensiblement au troisième trimestre 2015 (+6,9 points). Au plus haut depuis quatre ans à 106,3 points, l'ICA confirme que l'embellie économique est bien installée et gagne en intensité. Néanmoins, il reste encore en deçà des niveaux observés entre 2005 et 2007, années de croissance particulièrement soutenue.

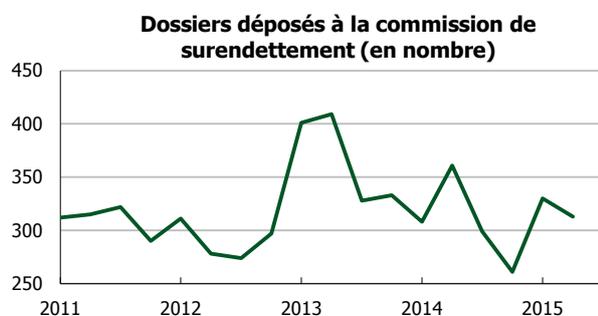
La composante future est particulièrement bien orientée (5,0 points au-dessus de sa moyenne de longue période) et contribue aux deux tiers de la hausse générale de l'indice. Le redressement des prévisions d'investissement et l'opinion positive portée sur l'activité et l'emploi sont rassurants pour la fin d'année mais demandent à être confirmés pour espérer l'enclenchement d'une dynamique vertueuse et pérenne. La composante passée de l'indice progresse également, signe de la bonne tenue de la conjoncture économique actuelle. Néanmoins, une forme d'attentisme de la part des chefs d'entreprise est toujours présente (trésorerie latente) et affecte les possibilités d'accélération supplémentaire.

Les « premières tendances » au 3e trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Baisse du nombre de dossiers de surendettement au troisième trimestre 2015



Source: IEDOM

Au troisième trimestre 2015, le nombre de dossiers déposés devant la commission de surendettement baisse de 5,2 % par rapport au deuxième trimestre 2015.

Sur un an, ce nombre s'inscrit en baisse de 13,3 %. Ainsi, 904 dossiers ont été déposés depuis le début de l'année contre 1 002 en 2014 sur la même période (-9,8 %). La commission a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour près d'un quart d'entre eux.

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires Outre-mer (octobre 2015)

Selon le dernier observatoire sur les tarifs bancaires, sur les six derniers mois, 9 tarifs sur 13 sont restés stables (dont 3 sont demeurés gratuits) à La Réunion. Seuls les frais de tenue de compte et les frais de retrait dans un DAB d'un autre établissement ont progressé. En revanche, l'abonnement internet est devenu totalement gratuit pour tous les établissements et les frais d'alerte SMS ont légèrement baissé. Par rapport à la métropole, quasiment tous les tarifs de l'échantillon sont inférieurs à La Réunion. Deux tarifs y sont même gratuits alors qu'ils sont payants dans l'hexagone (mise en place d'un prélèvement et abonnement internet). Bien que l'écart se réduise rapidement, les frais de tenue de compte restent encore supérieurs à La Réunion (mais sont inférieurs aux autres DOM).

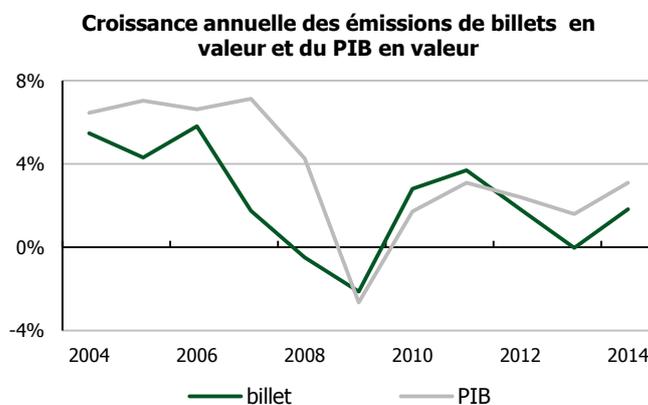
La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

L'argent liquide et les Réunionnais

Selon une étude publiée par l'IEDOM, La Réunion se caractérise par une activité fiduciaire particulièrement dynamique et des conditions d'utilisation spécifiques qui reflètent différentes caractéristiques de l'économie et de la société : poids de l'économie informelle, nombre d'allocataires sociaux et de chômeurs, comportements de thésaurisation, taux d'illettrisme au sein de la population ou encore environnement géographique.

Après une description du circuit de l'argent au sein de l'eurosystème, l'étude revient sur les enjeux liés à l'utilisation des espèces comme moyens de paiement pour les différents agents économiques, alors que des mesures récentes visent à en limiter l'utilisation.

La Note Expresse Éclairage est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Sources : IEDOM, Insee (comptes définitifs), Cerom (Comptes rapides)

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion Septembre 2015	129,1	-1,0 %	0,0 %
	IPC France entière	127,8	-0,4 %	0,0 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros) Octobre 2015	30 138	+11,9 %	-0,4 %
	Cumul (milliers d'euros)	254 470	-	+2,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros) Septembre 2015	394,1	3,7 %	+8,5 %
	Cumul (millions d'euros) Septembre	3 410,8		
	Exportations (millions d'euros) Septembre 2015	18,6	-	-0,4 %
	Cumul (millions d'euros) Septembre	196,6	-25,3 %	+0,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) Septembre 2015	136 750	+0,0 %	+1,3 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

		Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds Septembre 2015	147 333	-33,4 %	+6,2 %
	Cumul Cumul Septembre	1 553 602	-	+3,8 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées 2 ^e trimestre 2015	231 000	+1,2 %	+12,2 %
	Cumul Cumul juin	459 300	-	+7,6 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros) Septembre 2015	15 368	-	-16,1 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes) Septembre 2015	226,3	-	-10,7 %
	Effectifs salariés du BTP Août 2015	16 493	+0,5 %	+3,1 %

Hausse du prix médian des appartements anciens au 2^e trimestre 2015

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 080 €/m² au deuxième trimestre 2015, en hausse de 5,3 % sur un an. Ce prix est proche de celui observé à Reims ou Toulon, mais nettement en deçà du prix médian parisien (7 880 €/m²). En France métropolitaine, l'indice Notaires-Insee pour les appartements anciens décroît de 3,1 % sur la même période. Le prix médian de vente des maisons anciennes augmente également de 7,1 % sur un an et s'établit à 200 000 €. En France métropolitaine, il diminue de 2,6 %, selon l'indice Notaires-Insee. La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

Les créations d'entreprises repartent à la hausse

Au 3^e trimestre 2015, la création d'entreprises à La Réunion augmente de 3,6 % après deux trimestres de repli. Cette hausse est portée par le secteur de la construction (+17 %) et par les autres services (+6 %). La création d'entreprises reste toutefois à un niveau inférieur aux années 2010 et 2011 (1 523 ce trimestre contre 2 000). Au niveau national, la création d'entreprises est quasiment stable (+0,2 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#)

Arrivée de Compte Nickel à La Réunion



Compte-Nickel s'installe à La Réunion grâce à Zéop (spécialiste de la fibre optique). Il s'agit du premier compte sans banque. Créé par la société la Financière des Paiements Électroniques, Compte-Nickel est un compte ouvert à tous, sans conditions de revenus, de dépôts ou de patrimoine, sans possibilité de découvert ni de crédit ni de chéquier, sans frais bancaires, ni commissions d'incident, d'intervention ou de rejet de prélèvement. Compte-Nickel fonctionne en temps réel sans date de valeur. Ce compte peut être ouvert immédiatement chez un buraliste agréé par la Banque de France qui sont des commerçants de proximité, pour 20 €/an (carte MasterCard® incluse). A ce jour, 10 buralistes sont recensés à La Réunion. Financière des Paiements Électroniques est un établissement de paiement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (l'ACPR), autorité indépendante adossée à la Banque de France.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal 2ème semestre 2015 - JORF du 24/06/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/15)				
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	0,75%	0,75%	1,25%	2,00%	0,50%	
Autres cas :	0,99%			* hors prime d'Etat		

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Juillet	Août	Septembre	Octobre
-0,1020%	-0,1100%	-0,1220%	-0,1290%

Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1190%	-0,0680%	0,0060%	0,1070%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre
1,15%	1,02%	1,04%	0,85%

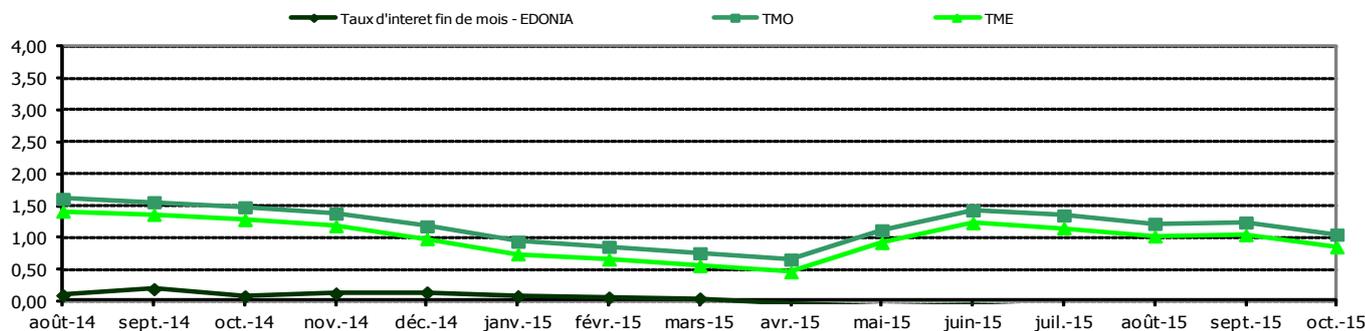
Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre
1,35%	1,22%	1,24%	1,05%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts-relais	4,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,97%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,84%	Découverts en compte	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

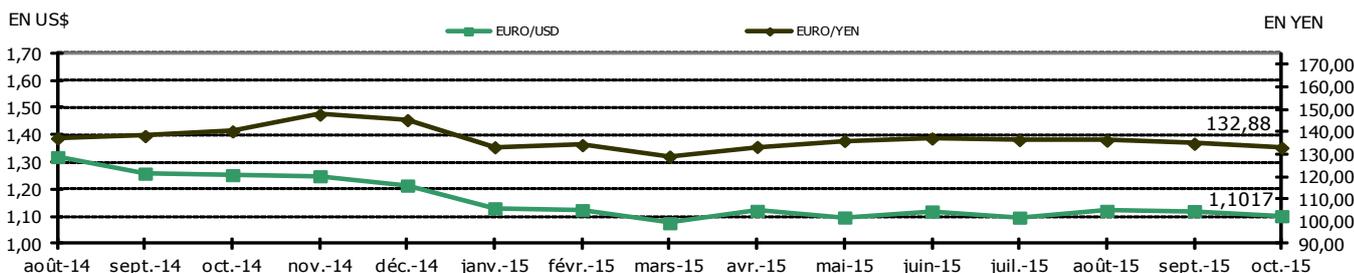
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,1017	EURO/ZAR (Afrique du sud)	15,2222	EURO/SRD (Surinam)	3,6322
EURO/JPY (Japon)	132,8800	EURO/BWP (Botswana)	11,6340	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9702
EURO/CAD (Canada)	1,4515	EURO/SCR (Seychelles)	13,9232	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,9673
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7182	EURO/MUR (Maurice)	39,5475	EURO/BBD (La Barbade)	2,2012
EURO/SGD (Singapour)	1,5445	EURO/BRL (Brésil)	4,2724	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,9689
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,5382	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,9255	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3587,9247	EURO/XCD (Dominique)	2,9718	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achévé d'imprimer : novembre 2015 - Dépôt légal : novembre 2015 - ISSN 1240-3857